



COMMUNIQUÉ

N° : 6

Le rôle de l'aviation dans la reprise économique

19 février 2009 (New York) – L'Association du transport aérien international (IATA) demande à la nouvelle administration du président américain Obama de faire de l'aviation un catalyseur qui stimulera l'économie américaine. « Des investissements judicieux dans le secteur de l'aviation – et non pas des opérations de renflouement – permettront de créer des emplois et de stimuler d'autres industries », a déclaré M. Giovanni Bisignani, directeur général et chef de la direction de l'IATA.

Dans une allocution prononcée devant le Wings Club à New York, M. Bisignani a pressé l'administration Obama d'inscrire à son plan d'action plus que des investissements dans les aéroports. « Le système américain de gestion du trafic aérien a désespérément besoin d'amélioration. Les transporteurs aériens et les aéroports ne peuvent être des agents économiques efficaces s'ils doivent opérer dans un environnement saturé. Je demande instamment au président Obama d'allouer les 4 milliards \$US nécessaires pour mettre les choses en mouvement et entamer la première phase du projet tant attendu NextGen, qui créera quelque 77 000 emplois aux États-Unis » a expliqué M. Bisignani.

L'IATA a aussi demandé à l'administration Obama d'opérer de vastes changements dans les politiques concernant la sûreté, l'environnement et les libertés commerciales :

Sûreté : l'amélioration de la sûreté depuis les événements du 11 septembre 2001 a occasionné des coûts croissants qui totalisent maintenant 9 milliards \$US par année. M. Bisignani a mis en question l'efficacité des gouvernements. « Je ne suis pas convaincu que nous sommes plus sages ou plus efficaces dans nos façons de faire. Nous avons un excellent dossier de sécurité parce que nous nous basons sur des données pour mettre en place des normes mondiales. Or, nous dépensons des milliards pour la sûreté alors que nous n'avons que très peu de données pour fonder nos actions. Les gouvernements ont très peu progressé en ce qui concerne la reconnaissance mutuelle de leurs normes de sûreté. Nous devons instaurer un système basé sur l'évaluation de la menace, la gestion des risques et la rentabilité, et comportant des normes reconnues mutuellement. Les principes de sûreté doivent s'inscrire dans la structure d'entreprise de tous les joueurs de l'industrie. Et les gouvernements doivent rendre des comptes pour toutes les sommes investies. »

Environnement : M. Bisignani s'est réjoui de l'intention de l'administration Obama de prendre le leadership dans le domaine des changements climatiques et a demandé au président d'appuyer les efforts de l'industrie aérienne en vue de réduire la portion de 2 % des émissions mondiales de carbone attribuée à l'aviation. L'industrie aérienne adhère en bloc à la stratégie en quatre points de l'IATA qui vise les investissements en technologie, l'efficacité des infrastructures, l'amélioration des opérations et les mesures

économiques positives. Cette stratégie porte fruit. Depuis 2004, on a ainsi évité 59 millions de tonnes d'émissions de CO₂, et cette année, le bilan carbone de l'aviation diminuera de 4,5 %, soit 2,5 % en raison de la réduction de la capacité et 2 % à cause de gains d'efficacité. M. Bisignani ajoute : « Nous avons besoin du leadership des gouvernements et d'une vision mondiale. Les gouvernements doivent stimuler l'économie grâce à des investissements verts tels que la recherche sur les biocarburants et les diminutions de taxes sur l'achat de nouveaux avions. Et ils doivent endosser la vision du protocole de Kyoto qui préconise que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) s'occupe du problème des émissions internationales de l'aviation. En vue de la conférence de Copenhague sur les changements climatiques qui doit se tenir en décembre prochain, le Groupe de l'OACI sur l'aviation internationale et les changements climatiques (GIACC) proposera dès septembre un plan d'action. Il faut que les États-Unis, qui sont membre du GIACC, prennent fortement position contre l'Europe et son plan régional d'échange de droits d'émission, un plan unilatéral, illégal et inefficace, tout en recherchant un consensus sur une solution mondiale.

Libertés commerciales : « Trente ans après la déréglementation amorcée au États-Unis par le président Carter, le travail reste inachevé » a déclaré M. Bisignani, qui demande une réforme du système bilatéral vieux de plus de 60 ans. « Les marchés internationaux demeurent fermés jusqu'à ce que les gouvernements négocient leur ouverture, et les restrictions concernant la propriété étrangère limitent toujours l'accès au capital international et empêchent les consolidations transfrontalières. Ce système, qui fonctionnait dans les années 40, est aujourd'hui en voie de tuer l'industrie. Si nous voulons traverser la crise actuelle sans devoir renflouer les compagnies aériennes, nous ne pouvons nous permettre d'avoir les mains attachées comme c'est le cas avec les restrictions désuètes en matière de propriété. Pourquoi les États-Unis limitent-ils la propriété étrangère des compagnies aériennes à 25 %, empêchant ainsi le capital international de procurer des emplois aux américains ? Les passagers ne veulent pas savoir qui possède le transporteur aérien. Ils veulent être en sécurité et avoir un bon service. Les gouvernements devraient adopter ce point de vue. À la suite du Sommet de l'IATA sur la liberté commerciale tenu en octobre dernier, nous avons entamé des travaux avec 14 gouvernements et avec la Commission européenne sur un énoncé multilatéral de principes de politique. J'espère que dès le début du mandat de M. Obama, nous pourrons changer la structure de l'industrie aérienne, non pas en renflouant des compagnies, mais en instaurant la liberté commerciale qui donnera de la valeur aux investissements et qui protégera l'avenir des emplois dans l'aviation » a déclaré M. Bisignani.

« La priorité des gouvernements est la création d'emplois et la relance de l'économie. Aux États-Unis, l'aviation représente 10,2 millions d'emplois et une activité économique de 1,1 billion \$US. Des changements significatifs dans l'approche gouvernementale en matière de sûreté, d'environnement et de liberté commerciale permettront à l'aviation de jouer son rôle de catalyseur économique » a conclu M. Bisignani.

– IATA –

Contact :

Anthony Concil

Directeur des communications corporatives

Tél. : +41 22 770 2967

Courriel : corpcomms@iata.org

Notes aux rédacteurs :

- L'IATA (Association du transport aérien international) représente quelque 230 transporteurs aériens qui assurent 93 % du transport aérien international régulier.
- Pour plus de renseignements sur l'aviation et l'environnement, consultez le site : <http://www.iata.org/whatwedo/environment>
- Pour plus de renseignements sur le plan IATA pour la liberté commerciale : http://www.iata.org/whatwedo/policies_regulations/agenda-for-freedom.htm